

ISDAO

Ensemble

Apprendre, résister et
repenser notre mouvement



Perspectives et stratégies issues du Forum
régional 2025 des partenaires de l'ISDAO



Rédigé par : Boluwatife Akindele

Édité par : L'équipe de l'ISDAO

Traduit par : Akey Fabrice Looky

Illustrations et conception

graphique du rapport par : Studio We Are Stories

Table des matières

01.	Liste des abréviations	04	07.	Ressources et redevabilité	26
02.	Portée du rapport	05	08.	Ateliers parallèles	27
03.	À propos du forum régional des partenaires de l'ISDAO	06	09.	Cartographie régionale : <i>Besoins, partenaires et orientations stratégiques</i>	28
04.	Structure du forum	12	10.	Art, joie et travail de libération : <i>l'expression créative comme outil de renforcement du mouvement</i>	31
05.	En quoi consiste la création d'un mouvement régional ?	13	11.	Au-delà du forum : <i>Construire un mouvement régional durable</i>	32
06.	État actuel du mouvement	15	12.	Conclusion	33

Liste des abréviations

CADHP	Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples	OSIEGCS	Orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre et caractéristiques sexuelles
CANARID	L'Association CANARID - Cercle d'Action Nationales des Associations et Réseaux Identitaires pour l'Inclusion et la Diversité	SSMPA	Same Sex Marriage (Prohibition) Act
COBIS	Réseau COBIS - Collectif des Organisations Béninoises d'Inclusion Sociale	UNAIDS	Joint United Nations Programme on HIV/AIDS
DSSR	Droits et santé sexuels et reproductifs	VBG	Violence basée sur le genre
EPU	Examen périodique universel	VBGS	Violence basée sur le genre et sexuelles
ISDAO	Initiative Sankofa D'Afrique de l'Ouest	VIH/SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine/ Syndrome d'ImmunoDéficience Acquis
LGBTQI	Lesbiennes, Gays, Bisexuel-les, Trans, Queer, Intersexes	#Justice ForHilary	#JusticeForHilary était un hashtag utilisé pour réclamer justice dans l'affaire Hilary Ikechukwu Emereole, une Nigériane de 23 ans décédée en octobre 2025 à la suite d'une attaque homophobe à Port Harcourt, dans l'État de Rivers.
NACP	Programme national de lutte contre le sida		



Portée du rapport

En novembre 2025, l'ISDAO a convié des partenaires, des activistes, des membres du personnel et des personnes-ressources provenant de ses neuf pays focaux (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Libéria, Mali, Nigeria, Sénégal et Togo) à Lagos, au Nigeria, pour son [tout] premier Forum régional des partenaires. Intitulé « Solidaires face à la tempête : apprendre, résister et repenser [ensemble] notre mouvement », le forum s'est déroulé sur trois jours consacrés à l'écoute, à l'analyse, à l'apprentissage collaboratif et à la planification collective.

Ce rapport propose un compte rendu détaillé des sessions quotidiennes, des activités collaboratives, des ateliers, des réflexions partagées et des considérations stratégiques qui ont donné forme au forum et qui en sont issus.

Ce rapport se veut à la fois le résumé et le témoignage du cheminement politique, émotionnel et stratégique qu'a été ce forum. Pensé comme document d'archives, mais également comme outil stratégique, il présente ce qui est survenu pendant ces trois jours, en quoi cela est important et dans quelle mesure cela peut contribuer à structurer la mobilisation du mouvement LGBTQI+ à travers la région.

Il rend hommage aux voix, aux expériences, aux défis et aux aspirations des activistes, des organisations et des communautés présents. En outre, il fait office de feuille de route pour les actions collectives menées à l'échelle régionale reprenant ainsi les enseignements tirés, les perspectives envisagées et les engagements pris par les participant-es au terme de cette rencontre à Lagos.



À propos du forum régional des partenaires de l'ISDAO

Le Forum régional des partenaires de l'ISDAO 2025 a marqué un moment historique : le tout premier rassemblement régional de partenaires, d'activistes et d'organisations financé-es par l'ISDAO au cours des six dernières années dans ses neuf pays focaux. Cette rencontre a constitué une opportunité pour l'ISDAO de se rapprocher de ces activistes et de ces organisations, tout en créant un espace de partage d'expériences entre partenaires, concrétisant ainsi la volonté de longue date du fonds de mettre à disposition des espaces de réflexion, de dialogue et de renforcement collectif centrés sur le mouvement.

En tant que fonds activiste, l'ISDAO a toujours compris l'utilité politique des rassemblements : des occasions pour les mouvements de faire une pause, de faire le point et de bâtir une compréhension commune au-delà des frontières, des identités et des traditions. C'est dans cet esprit même qu'a été pensé le Forum régional des partenaires.

Il a permis aux participant-es de disposer d'un espace pour réfléchir à l'essence de leurs luttes, s'interroger sur le moment présent, redéfinir une vision commune et renforcer les alliances au sein de la région. Il a également servi de plateforme pour mettre en lumière les initiatives novatrices des communautés et pour trouver

collectivement des solutions adaptées aux problèmes que rencontrent les mouvements et les communautés aujourd'hui.

Par sa conception et par ses intentions, le Forum des partenaires régionaux a été un acte de renforcement du mouvement : le rappel que lorsque nous nous réunissons, nous rendons possible le fait d'imaginer et de façonner l'avenir auquel nous aspirons.

Pourquoi nous nous sommes réunis :

INTENTIONS ET OBJECTIF DIRECTEUR DU FORUM

Depuis sa création en 2015 et la mise en place de son programme de subventions en 2019, l'ISDAO, fonds activiste, a octroyé plus de 600 subventions dans les neuf pays où elle opère. Ces subventions comprennent le financement de base et le financement de projets pour des organisations communautaires, des groupes, des consortiums et des réseaux, ainsi que des appuis à des activistes individuel-les, à des initiatives spécifiques visant à renforcer les capacités et à faciliter la participation à des espaces régionaux et internationaux.

Le Forum régional des partenaires de l'ISDAO a été consacré à l'écoute, à l'analyse, au co-apprentissage et à la planification. Cette rencontre avait pour objectif [dans un premier temps] de retourner à l'essence même de la lutte collective, puis de redéfinir une vision commune, de renforcer les alliances, de valoriser les approches novatrices et [enfin] d'élaborer des réponses adaptées aux problèmes de la région.

Les éléments structurels recueillis au cours de ce forum serviront à alimenter les réflexions de l'ISDAO au sujet de ses perspectives et des divers rôles qu'elle pourrait jouer dans la région, à la lumière des réalités partagées et des priorités exprimées par les partenaires.

Pourquoi maintenant :

CONTEXTE ET MOTIF DE LA TENUE DU FORUM À CE MOMENT PRÉCIS

Au cours des deux dernières années, l'Afrique de l'Ouest a connu de profonds changements politiques et sociaux qui ont directement influencé la vie, la sécurité et la capacité de mobilisation communautaire des mouvements LGBTQI, de droits humains et intersectionnels dans toute la région. La multiplication de lois et de politiques répressives, l'intensification des

discours anti-genre et LGBTQI-phobes, ainsi que la vague croissante d'instabilité politique ont créé un environnement dans lequel des acquis autrefois considérés comme garantis sont désormais menacés.

Ces changements ne se sont pas produits de manière isolée; ils s'inscrivent dans le cadre d'une réaction conservatrice mondiale plus large qui remodèle l'espace civique, restreint l'autonomie corporelle et sape les mouvements de défense des droits des personnes LGBTQI dans le monde entier.

Dans toute la région, les membres de la communauté sont confrontés à une surveillance accrue, à la pénalisation, à la violence, à la censure et à l'hostilité sociale. Les activistes doivent désormais composer avec un espace civique qui se rétrécit, des financements réduits, des coalitions fragmentées et des risques sécuritaires accrus. Dans le même temps, les actrices des mouvements anti-droits font preuve d'une meilleure coordination, disposent de ressources de plus en plus conséquentes et jouissent d'une assise profonde dans les institutions étatiques et religieuses.

Dans un tel climat, le travail devient de plus en plus pénible, les enjeux sont de plus en plus sérieux et l'urgence d'agir collectivement se fait encore bien plus pressante. Il était donc, compte tenu du contexte, nécessaire que nous fassions une pause pour reprendre des forces. Il a fallu créer un espace où les partenaires pouvaient parler en toute franchise de leurs réalités, analyser les changements, discerner

les tendances émergentes et refaçonner des stratégies qui répondent à l'ampleur des défis présagés.

Il était impératif de convoquer ce Forum régional des partenaires précisément au vu de la situation pour permettre aux mouvements de renouer le contact, de se soutenir mutuellement dans l'incertitude, de partager des outils de résistance et d'imaginer collectivement à quoi doivent ressembler les prochaines années de mobilisation communautaire. Il s'agit d'une réponse à un moment marqué par les pressions et les possibilités, un moment qui nous invite à renouer avec la solidarité, la clarté et la planification collective.

Philosophie de l'ISDAO en matière de mobilisation collective et d'espaces participatifs

La philosophie de l'ISDAO en matière de mobilisation collective repose sur l'idée qu'aucune organisation, identité ou stratégie ne peut à elle seule porter toute la complexité de nos luttes. Bien au contraire, le changement émerge grâce à des processus participatifs et à des espaces où les personnes peuvent s'exprimer à partir de leurs réalités vécues, dialoguer malgré leurs différences et co-crée

des solutions qui reflètent la richesse des mouvements dans toute la région. Ces espaces ne sont pas conçus pour imposer une direction, mais pour faire ressortir la sagesse, renforcer les liens de solidarité et garantir que les stratégies s'appuient sur les expériences des personnes les plus affectées.

À l'ISDAO, la mobilisation communautaire doit accorder une importance particulière au soin, à la joie, à la créativité et au bien-être en tant que composantes essentielles de la construction du mouvement et en tant que pratiques qui portent la résistance. Elle donne la priorité à l'analyse par les communautés, à l'apprentissage collectif et à l'appropriation partagée, reconnaissant que les mouvements se développent grâce à un dialogue franc, à la redevabilité et au peaufinage collectif de la vision et de la pratique. Le fonds reconnaît que les activistes accomplissent un travail émotionnellement et politiquement dense, et que le travail de libération requiert des espaces où les gens peuvent reprendre leur souffle, se sentir soutenus et renouer les un-es avec les autres.

En ce sens, le Forum régional des partenaires est le prolongement des valeurs fondamentales de l'ISDAO : un exemple vivant et concret de ce que signifie se réunir avec une intention, honorer les connaissances de la communauté et construire des mouvements grâce au pouvoir collectif plutôt qu'aux efforts individuels. Il nous rappelle que nos luttes sont communes, nos victoires interdépendantes et notre libération liée aux forces que nous cultivons ensemble.

Participant-es et parties prenantes

À ce forum ont été convié-es :

- **59 partenaires de l'ISDAO** réparti-es sur les cycles de subvention 1 à 7, y compris des activistes individuel-les ayant bénéficié du fonds créatif Asanka.
- **7 membres du personnel de l'ISDAO** ont apporté un appui technique, administratif et logistique.
- **9 personnes-ressources** (4 interprètes, 2 personnes chargées de l'appui technique et de la gestion du matériel d'interprétation, 2 personnes chargées de la gestion logistique et 1 rédacteur-riche)

Objectifs clés du forum

- Acquérir une compréhension collective de l'état du mouvement et des questions émergentes dans la région.
- Créer un espace d'apprentissage et d'échange de connaissances entre les mouvements afin de faire progresser la collaboration et l'action au sein du mouvement.
- Identifier les priorités et les axes stratégiques des organisations de la région.

Méthodologie

Le forum a été conçu et animé selon une approche participative et communautaire, mettant l'accent sur le dialogue, la co-création et la réflexion collective. L'approche choisie pour l'animation se voulait délibérément différente des modèles de transmission descendants, créant plutôt des espaces structurés où l'expérience de chaque participant-e était considérée comme une expertise.

Dans les pays comptant moins de partenaires (Mali, Sénégal, Togo, Burkina Faso et Libéria), tou-tes les partenaires ont été invité-es afin d'assurer une représentation équilibrée de la région entière. En ce qui concerne les autres pays (Bénin, Côte d'Ivoire, Nigeria et Ghana), les partenaires étaient issu-es des 7 cycles de subventions, tout en veillant au respect des approches convenues (diversité, équité, équilibre régional).

Les sessions ont été coanimées par les partenaires et le personnel, avec le soutien stratégique de consultant-es externes lorsque cela était nécessaire. Afin de placer le bien-être au cœur du travail du mouvement, l'ordre du jour a délibérément intégré des espaces créatifs et de soins pour la restauration et la réflexion.

L'approche utilisée pour animer le forum s'est articulée autour de plusieurs formats interactifs majeurs. Des discussions ouvertes ont été utilisées pour faire émerger les tendances régionales et les défis communs, favorisant ainsi une analyse collective du paysage du mouvement. Des séances en petits groupes ont été organisées par affinité — en regroupant les participant-es par zone géographique, thématique et langue — afin de permettre une exploration ciblée et pertinente des problématiques. Des conversations structurées et interactives ont permis un échange plus approfondi sur les priorités thématiques et les dilemmes stratégiques, allant au-delà d'un débat superficiel.

De plus, des séances dédiées au partage de connaissances ont fourni aux participant-es une plateforme pour partager des tactiques pratiques, des ressources précieuses et des leçons durement apprises tirées dans leurs contextes respectifs.

Inclusion

Afin de garantir une participation significative et équitable, le forum a été délibérément conçu autour de pratiques clés en matière d'inclusion.

L'engagement en faveur de la justice linguistique était fondamental : l'interprétation simultanée en français et en anglais a été assurée tout au long du forum, permettant de briser activement les barrières linguistiques coloniales et de favoriser un dialogue authentiquement transnational. Également bilingue, le personnel chargé de l'appui logistique était également disponible pour aider les participant-es à s'orienter [dans l'espace] et répondre à leurs besoins personnels, afin que chacun-e puisse participer pleinement à l'événement sans aucune barrière logistique.

Au-delà de la langue, les sessions ont été délibérément conçues pour favoriser l'intégration et la diversité. À l'exception des analyses approfondies spécifiques à certains pays, les groupes de travail et les cercles de discussion ont été voulus mixtes, au-delà des frontières linguistiques et nationales. Cette démarche intentionnelle a permis d'éviter le cloisonnement des points de vue, de favoriser l'apprentissage transfrontalier et d'insuffler la dimension régionale du mouvement dans les interactions quotidiennes au sein de la salle.

Afin que les participant-es s'approprient l'espace et que les échanges restent dynamiques, des boucles de retour d'information structurées ont été intégrées. Des questionnaires ont été distribués avant et après le forum afin de recueillir les attentes, d'évaluer l'impact de la réunion et d'identifier les prochaines étapes concrètes pour une action collective, garantissant ainsi que le processus reste ancré dans les besoins exprimés par la communauté.



Structure du forum

Pratiques méditatives quotidiennes

Les deuxième et troisième jours du forum, les participant-es ont commencé chaque matin par une séance de méditation pleine conscience de 30 minutes animée par Dre Toyin Ajao, affectueusement surnommée « Moon Goddess » (Déesse de la lune), consultante et praticienne en bien-être holistique. Par le biais de techniques de respiration et de méditation guidée, elle a créé des rituels d'ancrage personnels et collectifs qui ont permis aux participant-es de se recentrer pleinement sur leur corps avant d'entamer les conversations intenses de la journée.

Au-delà des pratiques méditatives matinales, elle est restée présente tout au long du forum pour offrir un soutien psychosocial individuel, veillant à ce que les participant-es disposent de l'espace nécessaire pour assimiler, se ressourcer et prendre soin d'eux-mêmes. Sa présence s'est particulièrement justifiée lors de certaines discussions qui ont abordé des expériences très personnelles, ravivant des traumatismes, ou émotionnellement éprouvantes. Ce soutien intentionnel du bien-être émotionnel et spirituel a renforcé l'engagement du forum en faveur d'une mobilisation communautaire holistique et durable.

« Reposé-e. »

« Je me sens en phase avec beaucoup d'éléments qui me manquaient. »

« Heureux-euse d'avoir partagé les expériences de mon pays avec d'autres. »

« Je me sens vu-e. »

« D'excellente humeur. »

« Je ne sais pas comment je me sens ; probablement malade. »

COMMENT VOUS SENTEZ-VOUS ?

« Serein-e. »

« Soulagé-e. »

« Plein-e d'énergie. »

Jour 1

Cerner la situation actuelle

Le premier jour a permis aux participant-es de se familiariser avec les réalités politiques et sociales qui façonnent les mouvements LGBTQI dans la région. Après les présentations et un aperçu du programme, le forum s'est ouvert sur une réflexion sur l'importance de cette réunion à l'heure actuelle, donnant le ton à une profonde réflexion collective. Les panels pays se sont penchés sur la multiplication des lois LGBTQI-phobes, l'instabilité politique et la crise du financement en précisant des détails concrets quant aux pressions qui façonnent leur contexte. Les participant-es sont ensuite passé-es à l'une des activités majeures du forum : la création de fresques nationales illustrant les origines de leurs mouvements, les luttes qui les ont façonnés et les réalités auxquelles leurs communautés sont confrontées aujourd'hui. L'après-midi, des groupes de travail ont examiné l'état actuel des mouvements nationaux, retraçant les changements, les tensions et les dynamiques émergentes au sein de la région.



Jour 2

Continuer à apprendre et à [s']inspirer

Le deuxième jour a permis d'approfondir la démarche d'analyse collective du forum en se focalisant sur les luttes, les stratégies et les pratiques qui soutiennent les mouvements dans toute la région. La journée a débuté par des cercles d'apprentissage qui ont invité les participant-es à réfléchir aux échanges de la veille et à percevoir les corrélations qui existent entre leurs expériences et les tendances régionales plus générales. Les partenaires ont animé des ateliers parallèles qui ont mis en avant des initiatives ancrées localement, allant du bien-être communautaire et de la mobilisation communautaire centrée sur la joie à la planification de la sécurité, aux alliances familiales et à la gestion de la militarisation, de l'instabilité et de la pénalisation. Ces sessions ont été fructueuses en échanges riches sur des questions telles que la mobilisation des ressources, la pérennisation et les stratégies nationales pour la construction d'un mouvement à long terme. L'après-midi, les groupes se sont réunis pour dresser une cartographie collective des luttes et de la résistance, retraçant visuellement les pressions auxquelles les communautés sont confrontées et les moyens qu'elles continuent d'utiliser pour résister, s'adapter et envisager de nouvelles possibilités.



Jour 3

Façonner l'avenir : DES RÉALITÉS NATIONALES À UNE VISION RÉGIONALE

Le troisième jour a été consacré à l'élaboration d'une vision commune pour l'avenir de la mobilisation communautaire régionale. La journée a débuté par un échange collectif sur ce que signifie la construction d'un mouvement régional et sur l'existence d'une volonté en ce sens, une base essentielle pour le travail à venir. Les participant-es ont ensuite procédé à une cartographie collective des besoins, identifiant les priorités communes à tous les contextes nationaux. Ces réflexions ont guidé les groupes de travail qui se sont concentrés sur la définition des orientations stratégiques pour la région, notamment le financement, la construction du mouvement, le plaidoyer, le bien-être et les partenariats nécessaires pour renforcer ces domaines. Le forum s'est conclu par une cartographie des partenaires techniques et financiers, parallèlement à une réflexion sur leurs rôles actuels et aux rôles que ces partenaires pourraient assumer pour [mieux] soutenir un mouvement régional plus connecté, mieux doté en ressources et plus durable.





En quoi consiste la création d'un mouvement régional ?

Lors de la troisième journée du forum, **Dre Rita Nketiah, chercheuse et activiste, a animé une discussion cruciale sur ce que signifie réellement la création d'un mouvement régional et sur l'intérêt pour une telle initiative collective.** Cette discussion a constitué une base essentielle pour la journée consacrée à la construction de l'avenir, car il est impossible de définir des priorités régionales si les participant-es ne voient pas l'intérêt d'une mobilisation au-delà des frontières nationales et ne comprennent pas ce que cela implique [en termes d'engagement].

Les participant-es ont estimé que la création d'un mouvement régional commence par la reconnaissance de notre identité collective : comprendre que, même si nos contextes diffèrent, bon nombre de nos luttes dépassent les frontières. Comme beaucoup l'ont fait remarquer, un mouvement régional repose sur la conviction que notre travail ne s'arrête pas aux frontières de nos pays [respectifs]. Il faut réfléchir à la manière

dont nos mouvements peuvent s'influencer, se renforcer et apprendre les uns des autres, à la manière dont nous pouvons partager des idées, des stratégies et des ressources, et à la manière dont l'action collective peut renforcer les capacités locales d'une manière qu'aucune organisation ou aucun pays ne pourrait réaliser à elle seule ou lui seul.

Plusieurs participant-es ont évoqué le pouvoir émotionnel et politique de savoir qu'iels ne sont pas seul-es, qu'il y a beaucoup d'autres personnes qui les soutiennent dans leur lutte. Ce sentiment d'être soutenu par une communauté plus large apporte du réconfort, renforce l'engagement et développe la résilience.

« Quand on est seul-e, il est facile de vous mettre à terre », a fait remarquer un-e participant-e, « mais avec le soutien de tant de personnes, nous devenons plus difficiles à briser. La force du nombre fait notre puissance. »

La mobilisation communautaire régionale a également été présentée comme une nécessité pratique compte tenu de l'escalade de la répression en Afrique de l'Ouest. Les actrices des mouvements anti-droits font preuve d'une meilleure coordination et disposent de ressources importantes ; les participant-es ont reconnu que les mouvements [LGBTQI] doivent répondre avec le même niveau de connectivité stratégique. Iels ont constaté qu'un mouvement régional permettait aux pays de consolider leurs ressources, de renforcer leurs « angles morts » et de mettre en place des mécanismes communs pour le plaidoyer législatif, la protection, le travail artistique et culturel et la réponse rapide. Il permet aux mouvements de tirer parti des succès des uns et des autres, de reproduire les stratégies efficaces et d'éviter de repartir de zéro à chaque fois qu'un nouveau défi se présente.

Les participant-es ont également évoqué la nécessité de briser les barrières linguistiques et historiques qui fragmentent la région,

soulignant l'importance de créer un sentiment d'unité entre les contextes francophones et anglophones. Selon eux, un mouvement régional devrait servir d'union entre des communautés liées par une cause, une lutte et une ambition communes.

En définitive, les participant-es ont décrit un mouvement régional comme un ensemble d'initiatives qui rassemblent les pays autour d'une cause commune, permettant la collaboration, la mobilité, l'apprentissage partagé et la défense collective. Il s'agit d'un cadre de solidarité stratégique qui renforce la mobilisation communautaire au niveau local tout en préparant la région à répondre collectivement aux forces qui menacent les mouvements queer, des droits humains et intersectionnels.

La discussion s'est conclue par une réflexion commune sur la dimension régionale du mouvement et sur la manière dont l'action collective entre les pays peut le rendre plus visible et plus efficace. Les réflexions partagées tout au long de la discussion ont également montré clairement que la nécessité d'une coordination régionale est non seulement évidente, mais aussi urgente. Les participant-es ont reconnu que les défis auxquels leurs communautés sont confrontées sont trop vastes, trop coordonnés et trop complexes pour être relevés de manière isolée. Il en est ressorti une compréhension collective selon laquelle la mobilisation communautaire régionale ne consiste pas à créer de nouvelles structures, mais à renforcer la collaboration, la consultation et l'action commune au-delà des frontières, car travailler au niveau régional n'est pas seulement souhaitable, c'est primordial.



État actuel du mouvement

Pour poser les bases des discussions qui ont suivi, Dre Rita a ouvert cette session en invitant les participant-es à réfléchir à ce que nous entendons lorsque nous parlons du « mouvement » dans la région. Elle a présenté plusieurs définitions fondamentales qui ont contribué à encadrer notre compréhension collective. S'inspirant de Srilatha Batliwala, elle nous a rappelé qu'un mouvement n'est pas seulement un regroupement d'organisations, mais un ensemble de personnes partageant une expérience commune d'injustice qui s'organisent pour construire un pouvoir collectif, élaborer un programme commun de changement et le mettre en œuvre par une action collective soutenue. Everyday Activism Network fait écho à cette idée en décrivant les mouvements sociaux comme des espaces où les gens se réunissent pour résoudre des problèmes qu'aucun individu ou institution ne peut résoudre seul, et comme des espaces qui nous aident à imaginer le monde non pas tel qu'il est, mais tel qu'il pourrait être. Dans le prolongement de cette idée, Charles Tilly et Sidney Tarrow définissent les mouvements comme des campagnes soutenues de revendications, enracinées dans des réseaux, des traditions et des solidarités qui rendent possible une action continue. Ces définitions ont contribué à ancrer nos discussions, en offrant une perspective commune à travers laquelle examiner l'état actuel, les forces et l'orientation future de la mobilisation communautaire queer et intersectionnelle dans toute la région.

Profils pays

Lors de la première journée du forum, les représentant-es des neuf pays focaux de l'ISDAO ont été regroupé-es par pays pour créer une fresque collective illustrant l'état de leurs mouvements nationaux. Chaque fresque devait refléter la constellation unique de communautés, les conditions politiques, les luttes et les questions émergentes de chaque pays, offrant ainsi un aperçu visuel saisissant des réalités qui façonnent la mobilisation communautaire queer, des droits humains et intersectionnelle. Les profils qui suivent présentent une analyse pays par pays des environnements politiques, sociaux et de la mobilisation communautaire à partir de l'activité de fresque, donnant ainsi à ce rapport une base solide grâce aux voix et aux expériences vécues des activistes de toute la région.

Lors de la création de leurs fresques, les délégations ont été guidées par une série de questions réflexives conçues pour les aider à saisir toute la profondeur de leurs réalités nationales.

Chaque groupe a été invité à réfléchir aux points suivants :

1. Un titre ou une idée centrale pour la fresque.
2. À quoi ressemblent votre mouvement et votre communauté aujourd'hui : réalités, dynamiques, contexte, etc.
3. Ce que vous vivez [au quotidien] : vos défis, vos luttes, mais aussi vos espoirs, vos solidarités et vos petites victoires.
4. Ce dont vous êtes fier-es et vos forces : résilience, créativité, soutien mutuel, réalisations, etc.
5. Vos rêves et aspirations : votre vision de l'avenir, ce que vous souhaitez changer ou accomplir, etc.
6. Symboles, images et significations clés : couleurs, objets, métaphores, scènes marquantes.
7. Émotions ressenties lors de la réalisation de votre fresque.
8. Messages clés ou citations mémorables retenus par votre groupe.
9. Ce que vous souhaitez que le mouvement retienne à votre sujet.



Bénin



Notre mouvement, nos couleurs, notre fierté

Le mouvement au Bénin est façonné par la résilience et des traditions de solidarité de longue date. Iels ont décrit l'émergence précoce des organisations LGBTQI+ au Bénin, une période marquée par des agressions, des mariages forcés et la stigmatisation, mais aussi par la détermination de la communauté à se mobiliser. Au fil du temps, des structures telles que CANARID et COBIS ont contribué à renforcer la collaboration, permettant aux organisations de réagir collectivement et de gagner en visibilité.

Malgré un paysage très dense en ce qui concerne les organisations, les délégué-es ont noté des tensions internes et des luttes de pouvoir qui ont parfois ralenti le travail collectif. Ces défis ont poussé les groupes à former de nouveaux réseaux qui rassemblent les organisations et créent des espaces politiques communs. Ces alliances ont permis aux activistes de renforcer leurs relations avec des institutions telles que le ministère de la Justice et la police nationale,

ce qui leur a permis de déposer des plaintes, de poursuivre les auteur-rices de violences et d'obtenir une protection. Iels ont également souligné des avancées concrètes en matière de plaidoyer, notamment une participation accrue aux programmes nationaux de santé et de droits humains et l'acceptation par le gouvernement de deux recommandations de l'Examen périodique universel (EPU) sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (OSIEGCS).

L'image des mains entrelacées sur la fresque symbolise la diversité et l'unité du mouvement. Les délégué-es ont évoqué le soutien aux membres rejetés par leur famille, la création d'espaces de médiation avec les chef-fes religieux-euses et communautaires, et la poursuite de l'innovation, notamment en explorant des mécanismes tels que les modèles de soutien entre pair-es qu'iels considèrent comme une source d'inspiration régionale. Leur vision est celle d'un Bénin sans violence, où les minorités sexuelles et de genre sont incluses et en sécurité.

Burkina Faso



Bien qu'ébranlé-es, nous tenons

Le mouvement au Burkina Faso est marqué par la peur, l'instabilité et une résilience extraordinaire. Leurs délégué-es ont décrit un pays d'une immense diversité, avec plus de 60 ethnies, où jadis la mobilisation communautaire LGBTQI+ pouvait se développer en raison d'un vide juridique, mais où les coups d'État successifs depuis 2022 ont sévèrement restreint l'espace civique. Sous le régime militaire, l'activisme est devenu dangereux et « chaque regard suscite la méfiance ». Pourtant, même dans cet environnement, la communauté continue de tenir bon.

Les délégué-es ont rappelé comment les activistes avaient autrefois organisé un forum national et créé un réseau pour contrer un projet de loi anti-LGBT en 2015, signe précoce de la force collective. Aujourd'hui, la mobilisation se fait de manière plus discrète et individuelle, mais cela a également mis en évidence la profonde résilience de la communauté. Malgré les arrestations arbitraires, la montée des mouvements anti-genre et la réduction de l'espace d'expression, de nouvelles alliances et des actions coordonnées continuent de voir le jour.

Leur fresque représentait un cœur d'espoir tenu par des mains enchaînées reposant au-dessus de vagues rouges et noires symbolisant l'hostilité politique, sociale et religieuse. Toutefois, un ciel lumineux planait au-dessus, indiquant la possibilité d'un renouveau. Les délégué-es ont partagé les messages clés de leur fresque :

« Nous sommes toujours là, et nos cœurs battent pour l'avenir », « Un jour, aimer ne sera plus un crime » et « Ce jour-là, nos voix ne trembleront plus ».

Ils ont parlé avec fierté de leur autodétermination, de leur capacité d'adaptation et de leur aptitude à créer des programmes qui renforcent la confiance et offrent une protection. Leur vision pour les 5 à 10 prochaines années est celle d'un Burkina Faso inclusif où les minorités sexuelles et de genre peuvent vivre ouvertement et en toute sécurité, soutenues par un mouvement national et sous-régional fort.

Par-dessus tout, iels veulent que le mouvement au sens large se souvienne d'une chose :

« Nous survivrons ».

Côte d'Ivoire



Azwélé



La délégation ivoirienne a fait part de la complexité et de l'interconnexion de son mouvement. Elle a décrit un contexte marqué par des progrès visibles ainsi que de profondes contradictions. La Côte d'Ivoire est souvent perçue comme un endroit plus « safe » pour les personnes LGBTQI, mais ce confort coexiste avec une persécution active, une homophobie croissante et ce que les participant-es ont qualifié d'« hypocrisie » de la société : tolérante tant que les personnes LGBTQI+ restent invisibles. La visibilité accrue, notamment grâce à la mobilisation communautaire et au plaidoyer, s'est heurtée à une hostilité croissante, notamment avec la crise de Woubi et le sentiment anti-LGBT qui a suivi le Family Convening (conférence internationale sur le renforcement des familles).

Les délégué-es ont indiqué que l'année 2024 avait été marquée à la fois par des avancées et des régressions. C'était la première année où les organisations LGBTQI+ ont mis en place des programmes de soutien dans les hôpitaux, malgré des difficultés telles que les réactions

médicamenteuses chez les femmes transgenres ayant accès à la PrEP. Le premier magazine LGBTQI+ ivoirien a été lancé, marquant une étape importante en matière de représentation. Dans le même temps, les acteur-rices des mouvements anti-LGBTQI ont exploité l'inquiétude du public, confondant orientation sexuelle et pédophilie et attisant la peur. Les activistes ont noté que des groupes anti-droits ont infiltré des événements pour surveiller les activités, reflétant la tension croissante autour de la visibilité des personnes LGBTQI.

La dynamique du mouvement est également influencée par des défis internes, notamment les conflits de leadership, la rétention d'informations et l'exclusion des femmes LBQ des espaces de prise de décision. La délégation a toutefois souligné l'émergence de coalitions, une coordination accrue entre les organisations et la création d'espaces communautaires sûrs comme autant de signes de la force collective. Les conditions législatives restent contradictoires : si certaines protections existent, notamment en matière d'emploi et de logement, il existe toujours des dispositions pénales concernant les actes sexuels entre personnes du même sexe, et certain-es député-es ont appelé à une nouvelle reformulation [de ces textes]. Les activistes ont réagi en mettant en place des comités de veille et des dispositifs de sécurité afin de mieux protéger la communauté.

Leur fresque exprimait à la fois le chagrin et l'espoir à travers des photographies de victoires et de défaites encadrées par les couleurs de l'arc-en-ciel. Les délégué-es ont cité la résilience, la

mobilisation en consortium et les réseaux de solidarité croissants comme leurs principaux atouts. Leur vision est celle d'un mouvement uni dans la diversité, fondé sur l'inclusion et capable de surmonter la fragmentation. Leur message

« *Uni-es dans la diversité, nous vaincrons* »

reflète leur conviction que l'action collective les mènera vers une Côte d'Ivoire plus sûre et plus juste.

Ghana



*Voyage vers Fawohodie
(liberté)*

La délégation ghanéenne a représenté son mouvement comme un papillon en mouvement, où le passé, le présent et l'avenir s'entremêlent. Elle a décrit une communauté qui se trouve à un tournant critique : tout en devenant plus visible, mieux mobilisée et plus interconnectée que jamais, elle est confrontée à une hostilité croissante alimentée par l'influence de la religion, l'opportunisme politique et une panique morale que nourrissent les médias. Le projet de loi anti-LGBTQ+ qui se profile a créé un climat

de peur, mais a également renforcé la solidarité, en particulier parmi les jeunes activistes, les groupes féministes, les parents de personnes LGBTQI et les artistes qui ont contribué à accroître la visibilité du mouvement.

Les délégué-es ont souligné la contradiction entre le statut laïc du Ghana et le pouvoir écrasant des religions abrahamiques, qui façonnent le discours public et alimentent la rhétorique anti-genre. Selon eux, les politicien-nes ont exploité ce climat plutôt que d'améliorer la vie des citoyen-nes. Chaque fois que le projet de loi refait surface au Parlement, on observe une recrudescence de la violence contre les personnes LGBT. Le projet de loi reste dans les limbes, adopté par le Parlement, mais n'ayant pas été signé [par l'exécutif], laissant la communauté dans l'incertitude. Les participant-es ont également décrit l'impact régional du sentiment anti-LGBT, notamment la façon dont la crise de Woubi a contraint de nombreux-euses Ghanéen-nes LGBTQI vivant en Côte d'Ivoire à rentrer chez eux et à chercher refuge dans des lieux dangereux.

Malgré ce contexte, le mouvement continue de se développer grâce à la joie, à la créativité et à l'entraide. Les délégué-es ont célébré des victoires modestes, mais importantes, telles

que l'acceptation parentale et l'expansion des réseaux de soutien psychosocial et de bien-être. Ils ont souligné que la visibilité accrue avait contribué à faire évoluer le discours public, même si elle avait provoqué des réactions négatives. La fresque a intégré des symboles Adinkra — Fawohodie pour la liberté et Sankofa pour le retour à la sagesse ancestrale — reflétant le désir de se réapproprier les modes de compréhension indigènes de l'identité face aux affirmations selon lesquelles la queerité serait « étrangère ».

Les participant-es ont parlé avec humour et défiance de la confiance, de la résilience et du refus du mouvement d'être rabaissé :

« *Nous sommes plus sexy et plus attirant-es que nos oppresseurs* »,



a plaisanté l'un-e d'elleux, soulignant que la joie était une forme de résistance. Leurs messages

« Nous existons, nous comptons, nous avons notre place », « L'amour n'est pas un crime » et « Notre joie est notre résistance »

ont capturé l'esprit d'un mouvement qui refuse de disparaître.

Pour l'avenir, la délégation rêve d'un Ghana où les personnes LGBTQI peuvent vivre ouvertement et en toute sécurité, et où les alliances avec la société civile, les mouvements féministes et les chef-fes religieux-euses contribuent à faire évoluer la conscience publique. Iels veulent que le mouvement au sens large se souvienne d'elleux comme d'une communauté qui n'a jamais abandonné, un mouvement renforcé par la lutte, fondé sur la joie et engagé en faveur de la liberté collective.

Libéria



Plus fort-es ensemble

La délégation libérienne a décrit un mouvement ancré dans la résilience, la mémoire et la transformation collective. Leur fresque reflétait une communauté qui a enduré le patriarcat, la stigmatisation, la pénalisation et l'hostilité religieuse, mais qui continue de se relever avec courage et unité. Le mouvement est aujourd'hui soutenu par une solide coalition de 17 organisations LGBTQI+ et 7 allié-es qui

travaillent en étroite collaboration avec des ONG internationales et des institutions nationales pour faire progresser l'égalité, la visibilité et les droits.

Les délégué-es ont souligné les réalisations importantes de ces dernières années. La création de coalitions a permis d'unifier des groupes auparavant fragmentés, ce qui a conduit à une coordination nationale des actions de plaidoyer et à la création de comités axés sur la sûreté et la sécurité, la santé, la réponse juridique, la réponse rapide, la résilience et le bien-être. Les partenariats avec le Conseil national de lutte contre le sida, le ministère de la Santé/NACP (Programme national de lutte contre le sida) et d'autres agences ont renforcé l'accès aux services liés à la lutte contre le VIH, à la PrEP et à la DSSR pour les populations clés. Le développement du leadership, en particulier chez les femmes LBQ, les personnes transgenres et les jeunes activistes, continue de se développer grâce au mentorat, à la formation et au soutien communautaire. Des initiatives créatives telles que l'inclusion sportive, la promotion par les arts et les programmes de subsistance ont contribué à accroître la visibilité et la représentation.

La santé mentale, décrite comme « une préoccupation commune à tou-tes », est une priorité majeure pour la délégation. Le conseil par des pair-es est devenu un outil communautaire central, proposé sous deux formes : un conseil par des pair-es bimensuel et des séances individuelles avec un-e conseiller-e allié-e formé-e qui fournit un soutien psychosocial spécialisé. Ces systèmes permettent de s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

Cependant, les délégué-es ont également décrit des défis persistants : la pénalisation, la forte influence religieuse dans la vie publique, le rejet répété par le Parlement des programmes axés sur l'égalité, le financement limité et la stigmatisation omniprésente. Un projet de loi récemment remanié proposant des peines plus sévères a renforcé les craintes de la communauté, alors même que les activistes continuent de militer pour la protection et la reconnaissance. Malgré ces pressions, le mouvement reste déterminé, coordonné et tourné vers l'avenir.

Les symboles de la fresque — l'arc-en-ciel pour l'unité, les mains jointes pour la collaboration et le poing serré pour la résistance — incarnaient l'esprit de la mobilisation communautaire libérien. Leurs messages clés, notamment « Plus fort-es ensemble », « Le Libéria pour tou-tes » et « Notre soulèvement dans l'unité », reflétaient leur espoir collectif. Avant tout, iels veulent que le mouvement se souvienne que leur lutte est fondée sur la bienveillance, la visibilité et un engagement sans faille en faveur de l'égalité des droits pour tou-tes.

Mali



L'union fait la force

La délégation malienne a décrit son mouvement comme courageux, créatif et profondément solidaire, une communauté qui ne recherche pas un statut particulier, mais seulement le respect et



la sécurité. Leur fresque reflétait un mouvement discret, mais déterminé, ancré dans l'expérience vécue, le bien-être et la bienveillance collective. Bien que la mobilisation communautaire LGBTQI+ au Mali ait commencé pendant une période d'ambiguïté juridique, l'environnement est devenu nettement plus hostile depuis l'adoption d'un nouveau code pénal en décembre 2024 qui criminalise les relations entre personnes du même sexe et même la « promotion » de la vie des personnes LGBTQI+.

Les délégué-es ont décrit une réalité difficile marquée par des arrestations arbitraires, le harcèlement policier, l'infiltration des applications de rencontre et un climat général d'insécurité sous le régime militaire. La gouvernance du Mali par les forces armées a rendu le plaidoyer extrêmement difficile, en particulier après les manifestations de 2020 qui ont conduit à des arrestations, des emprisonnements et un profond sentiment d'isolement parmi les activistes. Les crises sociales, économiques et sécuritaires aggravent encore ces pressions,

mais le mouvement continue de s'organiser avec une détermination remarquable.

Malgré ces conditions, la délégation a souligné la force de son écosystème organisationnel. À l'image des doigts d'une main, qui souffrent lorsqu'un autre est blessé, les organisations communautaires se soutiennent mutuellement par le biais de soins communautaires, d'un accompagnement juridique, d'orientations médicales et d'espaces de bien-être. Une fédération rassemble désormais plusieurs groupes, offrant une structure et une coordination. L'art occupe également une place centrale dans leur activisme: les artistes utilisent les arts visuels et le spectacle pour sensibiliser le public et se réappropriier l'espace. Des formations continues permettent aux membres de la communauté de structurer leurs aspirations et d'élaborer des théories du changement fidèles à leur vision d'un Mali plus inclusif.

Les symboles de leur fresque murale incarnent cet esprit : une main aux couleurs de l'arc-en-ciel, image de l'énergie collective et de l'interdépendance ; un baobab, ancré dans leurs racines et porteur de la force de l'identité africaine ; et une flamme, symbole du courage et de la persévérance. Les délégué-es ont rappelé que

« *entre nous, nous nous soutenons mutuellement* »,

soulignant que l'unité constitue leur meilleure protection.

Leurs messages

« *L'union fait la force* », « *Malgré le contexte, nous existons et évoluons* » et « *L'espoir, la créativité et la détermination nous guident vers l'avenir* »

illustrent un mouvement structuré, résilient et résolument engagé dans la construction d'un avenir où chacun-e peut vivre dans la dignité. Par-dessus tout, ils souhaitent que le mouvement dans son ensemble retienne du Mali l'image d'une communauté marquée par l'authenticité, la solidarité et un espoir inébranlable.

Nigeria



*Nos réalités,
nos voix,
notre avenir*



La délégation nigériane a intitulé sa fresque « Nos réalités, nos voix, notre avenir ». Elle y représente l'ensemble du pays aux couleurs de l'arc-en-ciel afin d'affirmer que les personnes queer ont toujours existé au Nigeria et qu'elles constituent une part essentielle de son socle culturel et historique. Elle a décrit un mouvement confronté à certaines des conditions les plus hostiles de

la région : pénalisation sévère en vertu de la loi SSMPA, menace de peine de mort dans certains États, recrudescence des violences liées au Kito (agression, chantage, extorsion), surveillance étatique et escouades anti-gay utilisant les réseaux sociaux pour piéger les membres de la communauté. Ces réalités sont aggravées par la pauvreté, l'exclusion des services essentiels et une discrimination systémique.

Pourtant, le mouvement demeure dynamique, diversifié et profondément collaboratif. Les quelque 250 groupes ethniques du Nigeria composent une mosaïque d'identités, de cultures et d'expériences queer et intersexuées. Les activistes ont ainsi noué des partenariats interrégionaux, y compris dans les États du nord régis par la charia. Les délégué-es ont mis en avant l'essor de communautés créatives et médiatiques dans lesquelles les personnes queer revendiquent de plus en plus leur place, interrogent les représentations dominantes et racontent des récits historiques rigoureux qui déconstruisent l'idée selon laquelle le fait d'être queer serait « non africain ». Des partenariats institutionnels et des alliances stratégiques émergent également, renforçant le plaidoyer en matière de santé, de DSSR, de réforme juridique et de bien-être communautaire.

Malgré l'intensification des violences et le rétrécissement de l'espace civique, le mouvement continue de déployer des systèmes de soutien solides : refuges, réseaux d'intervention rapide, soins tenant compte des traumatismes et

plaidoyer mené par des personnes intersexuées en faveur de l'autonomie corporelle. Les délégué-es ont relevé des avancées progressives, tant dans la contestation de certains aspects de la loi que dans l'évolution de l'opinion publique, grâce à des campagnes de sensibilisation et de visibilité, notamment à travers le hashtag #JusticeForHilary.

Leur espoir se porte vers un Nigeria où chacun-e pourrait vivre ouvertement et en sécurité, à l'abri de la violence et de la pénalisation. La fresque intègre des symboles de résistance et de renouveau : un poing levé tenant le drapeau nigérian, un portrait d'Hilary, un soleil levant, une flamme arc-en-ciel, des papillons évoquant la renaissance et le drapeau intersexué représentant l'autodétermination, accompagnés d'éléments culturels tels que la mascarade Eyo pour affirmer l'appartenance.

Les délégué-es ont conçu leur fresque avec passion, tristesse et détermination. Leurs messages,

« Nous sommes Hillary », « Finissons-en avec le Kito », « Les Nigérian-es transgenres existent », « Abolissons la loi SSMPA » et « Nous existons. Nous créons. Nous comptons. »,

expriment à la fois l'urgence de leur lutte et la force de leur engagement. Par-dessus tout, ils souhaitent que le mouvement se souvienne du

Nigeria comme d'un pays audacieux, résilient, intersectionnel et résolument engagé en faveur de la solidarité et de la justice.

Sénégal



*Osez être un-e
bon-ne acolyte
pour vous-même*



La délégation sénégalaise a décrit un mouvement évoluant dans l'un des contextes les plus hostiles de la région, marqué par une forte intolérance sociale, des discours homophobes omniprésents dans les médias et l'influence croissante des mouvements anti-LGBTQI. Leur fresque murale a saisi les réalités d'un pays où les personnes LGBTQI+ subissent des discriminations dans tous les aspects de la vie — éducation, santé, famille, sport, travail — et jusque dans la mort, avec des cas de refus d'inhumation et d'exhumation, comme l'illustre le tristement célèbre incident de Kaolack.¹ Bien que l'article 319 du Code pénal ne cible pas explicitement les identités LGBTQI+, il est fréquemment invoqué pour sanctionner et intimider la communauté, tandis qu'un nouveau projet de loi envisage d'en durcir encore les dispositions. De nombreux leaders ont été contraints à l'exil, et les influenceurs homophobes gagnent en visibilité sur les plateformes numériques.

¹ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/10/31/au-senegal-l-exhumation-du-corps-d-un-homme-suppose-homosexuel-fait-polemique_6197561_3212.html

Malgré ces pressions, le mouvement poursuit son organisation grâce à des réseaux associatifs solides, engagés dans la lutte contre les violences, l'accompagnement des victimes et la promotion de la santé communautaire. Entre la fin des années 2000 et le début des années 2010, les organisations ont uni leurs efforts autour des droits humains, de la justice sociale et de la lutte contre le VIH/sida. Elles ont mis en place des comités d'alerte et d'intervention, élaboré des stratégies de participation à des mécanismes régionaux tels que la CADHP et l'EPU, et constitué des groupes de travail chargés de produire des rapports alternatifs et de renforcer leur visibilité aux échelles nationale et régionale.

Les délégué-es ont souligné les défis communs, notamment la faiblesse des financements, en particulier en dehors du champ du VIH, et la fragmentation des actions entre organisations. Iels ont toutefois insisté sur la solidarité croissante, le soutien mutuel et l'émergence d'une vision commune d'un réseau équitable comme socle de la libération collective. Leur espoir se tourne vers un avenir où les personnes LGBTQI+ pourront vivre ouvertement, en sécurité et sans persécution, soutenues par des recours juridiques renforcés et une protection élargie des droits humains.

La création de la fresque a fait émerger des émotions de peur, mais aussi une autodétermination renouvelée, amplifiée par la chanson qui a accompagné l'ensemble du processus. Leur message central,

« *Osez être un-e bon-ne acolyte pour vous-même* »,

souligne l'importance de la résilience intérieure face à une hostilité permanente. Iels souhaitent que le mouvement se souvienne du Sénégal à travers le mantra : ÊTRE — FAIRE — AVOIR, un rappel que l'identité façonne l'action, et que l'action façonne l'avenir.

Togo



Un Togo résilient et inclusif



La délégation togolaise a présenté un mouvement qui poursuit son organisation malgré la pénalisation, la montée de l'homophobie et la raréfaction des ressources. Des croix jalonnent la fresque afin de symboliser les multiples obstacles auxquels la communauté est confrontée, qu'ils soient juridiques, sociaux, économiques ou politiques. Les délégué-es ont décrit un paysage organisationnel résilient, façonné par un activisme associatif solide, l'usage créatif des outils numériques pour sensibiliser le public et l'émergence de groupes informels de jeunes qui inventent leurs propres espaces de rencontre et de joie.

La délégation a mis en lumière l'impact profond de « l'effet Trump », qui s'est traduit par d'importantes pertes de financements, une pénurie de produits de prévention et la

suppression d'emplois parmi les membres de la communauté précédemment engagés dans des programmes soutenus par l'USAID. Malgré ces reculs, les organisations ont poursuivi la mise en place de mécanismes de solidarité. Une étape déterminante a été la création de Solidaire, un mouvement national rassemblant l'ensemble des organisations identitaires du Togo. Grâce à cette plateforme, les groupes ont conjointement mis en œuvre des projets, renforcé leur plaidoyer et collaboré à des mécanismes tels que la CADHP ainsi qu'aux plateformes régionales de défense des droits humains. Le succès obtenu dans la promotion d'une étude nationale sur la cartographie et la prévalence des personnes transgenres témoigne de la sophistication croissante de leur organisation collective.

Les délégué-es ont également insisté sur l'importance de la formation inclusive des assistant-es juridiques à l'échelle nationale, qui a permis d'améliorer la documentation des violences basées sur le genre et de renforcer le soutien communautaire aux survivant-es. Iels ont reconnu que, si la majorité des groupes bénéficient désormais d'une certaine visibilité, les personnes intersexuées demeurent insuffisamment protégées par le cadre juridique actuel. La pénalisation, notamment au titre de l'article 392, continue de structurer leur réalité quotidienne, et les changements de leadership politique ont eu un impact limité sur leur environnement.

Pour l'avenir, les aspirations du mouvement portent sur le développement de programmes de santé mentale, l'autonomisation économique,

la sensibilisation au VIH et à la DSSR, le renforcement des mécanismes de protection et un plaidoyer de long terme en faveur de la dépénalisation et de l'inclusion sociale. Iels ont souligné la nécessité de s'appuyer sur des alliés et l'importance de préserver l'unité entre organisations émergentes et établies.

Leurs messages —

« *Nous existons. Nous résistons. Nous avançons* », « *Rien pour nous sans nous* » et « *Ensemble pour la dignité et l'égalité* »

traduisent leur courage et leur vision collective. Les délégué-es ont partagé un sentiment de joie lors de la création de leur fresque murale, affirmant que la résilience, l'amour et la solidarité constituent les symboles qui les définissent. Par-dessus tout, iels souhaitent que le mouvement se souvienne du Togo comme d'un pays de diversité, déterminé et inébranlable dans sa quête de dignité et de justice.

Thèmes émergents dans la région

À travers l'Afrique de l'Ouest, les luttes sont immenses, tout comme les stratégies, les solidarités et les espoirs. Les dynamiques régionales mettent en lumière des mouvements qui sont :

- Attaqués, et pourtant structurés ;
- Parfois isolés, et pourtant profondément connectés ;
- Prudents, et pourtant courageux ;
- En deuil, et pourtant en quête infatigable de perspectives nouvelles.

Ces thèmes communs traduisent non seulement l'état de l'organisation des programmes centrés sur les personnes queer, transgenres et intersexes dans la région, mais indiquent aussi les fondations d'un véritable mouvement régional : un mouvement ancré dans les réalités vécues, nourri par la résilience collective et porté par la conviction inébranlable qu'un monde autre est possible.



La chaise des possibilités

La chaise des possibilités constituait un espace plénier dédié, au sein duquel chaque pays a partagé des solutions concrètes, des pratiques et des innovations déjà expérimentées dans leurs contextes nationaux respectifs et ayant fait leurs preuves. Cet exercice a permis de mettre en lumière ce qui fonctionne, en valorisant des stratégies susceptibles d'être adaptées ou reproduites à l'échelle régionale.

Un ou deux représentant-es de chaque pays ont pris place à la « chaise » pour présenter des avancées clés, des mécanismes de protection, des approches de plaidoyer efficaces, des alliances renforcées et des initiatives communautaires ayant aidé leurs mouvements à répondre aux enjeux identifiés lors des premier et deuxième jours. La chaise a ainsi fonctionné comme un réservoir collectif de sagesse régionale, offrant des exemples concrets de résilience, de créativité et de résolution de problèmes issus de mouvements évoluant dans des environnements politiques et sociaux très divers.

Les contributions allaient des innovations en matière de sécurité et des systèmes d'intervention d'urgence à la création de coalitions, à la mise en œuvre de programmes intergénérationnels, aux partenariats stratégiques avec les institutions étatiques et aux pratiques de bien-être communautaire. L'objectif n'était pas seulement de valoriser les réussites, mais aussi de doter les activistes de l'ensemble de la région d'outils qu'ils pourraient adapter à leurs propres réalités.

Vous trouverez ci-dessous un résumé des pratiques partagées dans le cadre de la Chaise des possibilités :

MALI

- Tirer parti de relations établies avec des acteurs alliés dans la police afin d'intervenir lors d'arrestations arbitraires.
- S'inscrire dans les structures de lutte contre le VIH tout en maintenant des objectifs clairs du mouvement.

SÉNÉGAL

- Mise en place d'un système d'alerte via WhatsApp pour signaler rapidement les incidents homophobes, en plus d'espaces de soutien en santé mentale.
- Documentation des cas de VBG utilisée comme levier de plaidoyer.

TOGO

- Déploiement de programmes intergénérationnels visant à impliquer les personnes LGBTQ+ « matures » et à réduire leur isolement.
- Création de Solidaire, une plateforme collaborative unifiée facilitant le partage rapide d'informations et l'action conjointe.

BURKINA FASO

- Constitution d'un consortium pour faire face à une législation hostile grâce à un plaidoyer coordonné et à un plan d'action ayant permis d'atténuer les risques, sans toutefois empêcher l'adoption du projet de loi.

GHANA

- Mise en place d'un système communautaire de documentation des violences basée sur le genre et sexuelles (VBGS) ainsi que des violations des droits humains, servant de base au plaidoyer.
- Partage des pratiques de sécurité et définition de la sécurité comme une responsabilité collective.

NIGERIA

- Renforcement de la collaboration entre les organisations communautaires et les activistes individuel-les.
- Engagement direct avec la Commission nationale des droits de l'homme (NHRC) pour documenter les violations et y répondre de manière stratégique.

BÉNIN

- Établissement d'alliances avec des chef-fes religieux-ses et culturel-les qui remettent publiquement en question les stéréotypes.
- Création de comités de médiation et mobilisation de parents solidaires en cas de rejet familial.

CÔTE D'IVOIRE

- Mise en place d'un fonds de solidarité communautaire destiné à l'aide d'urgence, aux moyens de subsistance et aux besoins liés au deuil.
- Renforcement des capacités de la police afin de créer des points focaux VBG, appelés à jouer un rôle d'allié-es.

LIBÉRIA

- Collaboration avec le syndicat de la presse pour promouvoir une couverture médiatique véridique.
- Sensibilisation accrue du public aux droits des personnes LGBTQI+, illustrée notamment à travers le retrait par le Parlement du projet de loi anti-LGBT.

Dans leur ensemble, ces contributions mettent en lumière une région foisonnante d'innovations, malgré un contexte d'adversité marqué. La Chaise des possibilités a servi de rappel, soulignant que même en temps de crise, des solutions efficaces existent déjà au sein de l'expérience collective régionale.

Cartographie collective des besoins et des priorités

Avant le forum, les participant-es ont répondu à un sondage qui a permis d'identifier les six priorités stratégiques majeures suivantes :

01

Renforcer les mouvements et les organisations communautaires

04

Garantir un financement durable, flexible et inclusif

02

Protéger la santé mentale, le bien-être et la sécurité des activistes et des communautés

05

Construire des alliances régionales solides et solidaires

03

Plaider en faveur de réformes juridiques et politiques

06

Renforcer la sensibilisation au sein des communautés

Les jeunes ne sont pas considéré-es comme une priorité stratégique distincte. Les adolescent-es et les jeunes sont au contraire intégré-es de manière intentionnelle dans l'ensemble des six priorités, afin de garantir que leurs besoins, leur leadership et leurs perspectives soient pleinement pris en compte dans la vision régionale.

Ressources et redevabilité

Si les échanges menés tout au long du forum ont mis en lumière la baisse des financements, les défis liés à la durabilité et la nécessité de repenser les ressources au-delà de l'aide traditionnelle, les participant-es ont également insisté sur l'importance de la redevabilité et de la transparence. Le renforcement de la confiance entre les organisations, les bailleurs et les communautés servies a été reconnu comme essentiel, non seulement pour mobiliser de nouvelles ressources, mais aussi pour gérer de manière responsable celles déjà disponibles. Cette session a ainsi permis de partager des approches concrètes de gestion éthique des ressources, fondées sur l'intégrité, la participation et la redevabilité collective.

Repenser le mouvement au-delà de l'aide étrangère

Face au recul des financements des bailleurs dans l'ensemble de la région, les participant-es ont réfléchi aux contours possibles d'une viabilité financière affranchie de l'aide traditionnelle. Les discussions ont mis en évidence une transition progressive vers des modèles de financement communautaires, ancrés localement et reposant sur la solidarité, les compétences et l'esprit d'initiative.

Dans plusieurs pays, notamment le Mali, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Burkina Faso, les cotisations des membres et les fonds de solidarité communautaires sont devenus des leviers essentiels pour couvrir les coûts de base et répondre aux situations d'urgence. Parallèlement, des activités génératrices de revenus se développent, telles que l'agriculture à petite échelle, la transformation de produits, la production artistique ou la vente de bétail, comme observé au Sénégal, au Mali et au Nigeria. Le Libéria a, pour sa part, partagé son expérience dans la création de micro-entreprises et la participation à des appels d'offres publics, faisant de l'entrepreneuriat un vecteur d'autonomie.

Plusieurs mouvements, notamment au Togo et au Libéria, valorisent de plus en plus l'expertise communautaire en proposant des services de conseil, de conception, de facilitation ou de production médiatique afin de générer des revenus flexibles. La Côte d'Ivoire et le Bénin ont également mis en avant des approches innovantes, telles que les dîners de sensibilisation, les dons en nature et la mobilisation des conseils régionaux pour l'octroi de petites subventions.

Un fil conducteur se dégage de l'ensemble de ces expériences : la durabilité se pense de l'intérieur, en s'appuyant sur l'entraide, les capacités communautaires et des stratégies locales inventives. Si l'aide étrangère demeure

un appui important, les mouvements œuvrent activement à poser les bases d'une autonomie financière, une contribution, une collaboration et une solution créative à la fois.

Redevabilité et transparence

Les participant-es ont également réfléchi aux moyens de gérer les ressources avec intégrité et de rester redevables tant envers les bailleurs qu'envers les communautés accompagnées. Dans l'ensemble des pays, plusieurs mécanismes simples et opérationnels ont émergé : une communication claire, le partage régulier de rapports financiers et narratifs, ainsi que le recours à des audits internes et externes pour instaurer la confiance. De nombreux groupes, notamment en Côte d'Ivoire, au Nigeria et au Ghana, ont souligné l'importance d'ancrer les projets dans les besoins réels des communautés et d'impliquer celles-ci à chaque étape du cycle de projet. D'autres, comme au Libéria et au Mali, ont mis en avant les structures de coalition, les assemblées générales et les comités de suivi comme outils de gouvernance collective. Ensemble, ces approches portent un message commun : la transparence repose sur la clarté, la participation et une communication constante, et constitue un pilier essentiel du renforcement de l'autonomie et de la confiance à l'échelle régionale.

Ateliers parallèles

Dans le cadre de la deuxième journée dédiée à l'apprentissage et à la co-création, les participant-es ont pris part à l'un des trois ateliers parallèles, chacun portant sur un domaine clé structurant l'organisation nationale et régionale :

1. **Mobilisation des ressources et pérennité**
2. **Famille, joie et bien-être communautaire ;**
3. **Sécurité, militarisation, pénalisation et instabilité.**

Ces espaces ont permis aux partenaires d'examiner en profondeur des défis communs et des pratiques prometteuses issues de l'expérience communautaire, faisant émerger des démarches susceptibles d'être reproduites à l'échelle régionale.

01 | Mobilisation des ressources et pérennité

Cet atelier s'est penché sur comment les organisations peuvent garantir leur pérennité dans un contexte marqué par la baisse des financements et l'alourdissement des exigences opérationnelles. Les participant-es ont procédé à une cartographie des bailleurs locaux et internationaux, des prestataires d'assistance technique, ainsi que les expertises présentes au sein des communautés. Iels ont mis en avant des pratiques telles que la mutualisation des ressources entre organisations, la réalisation d'audits des compétences communautaires

et l'ouverture vers des champs thématiques émergents, comme le changement climatique et la consolidation de la paix, afin de diversifier les opportunités de financement. La mobilisation de ressources à l'échelle nationale, à travers l'engagement du secteur privé, les contributions communautaires et le parrainage (sponsoring) local, a été identifiée comme une stratégie de plus en plus déterminante.

Le succès reposait sur l'implication de personnes qualifiées, la valorisation des savoirs intellectuels et communautaires, ainsi que la création d'alliances avec des groupes féministes et d'autres organisations LGBTQI+. Les participant-es ont souligné que, si les stratégies varient selon les contextes, la pérennisation exige une collaboration volontaire et un renforcement continu des capacités organisationnelles internes.

02 | Famille, joie et bien-être communautaire

Cet atelier a placé la joie, le soutien familial et le bien-être psychosocial au cœur de la construction du mouvement. Les participant-es ont examiné des pratiques existantes dans la région : défilés/concours de beauté communautaires au Togo, points focaux VBG au Mali, comité de bien-être au Libéria au sein d'une coalition de 17 organisations, ou encore programme de plusieurs jours au Ghana impliquant des parents alliés. Ces expériences ont démontré le potentiel qu'ont les structures familiales alternes, la famille choisie (famille de cœur) et les parents alliés-es de devenir des appuis forts, sources de résilience.

Les facteurs contribuant à la réussite incluaient une volonté marquée de se mobiliser, des apprentissages croisés, la prise en charge/l'accompagnement psychologique, le storytelling et la visibilité de parents et de familles queer engagés. L'atelier a également souligné la nécessité de services de santé mentale continus, d'espaces sûrs et d'une reconnaissance active de la diversité des structures familiales. Les participant-es ont recensé un large éventail de pratiques reproduisibles, allant des cercles de bien-être, festivals et événements sportifs aux groupes de dialogue entre parents, aux projections de films en plein air et aux campagnes de sensibilisation en langues locales.

Une idée clé s'est imposée : la joie constitue une infrastructure. Elle favorise la guérison, lutte

contre l'épuisement et renforce la mobilisation sur le long terme.

03 | Sécurité, militarisation, pénalisation et instabilité

Cet atelier s'est penché sur les pressions croissantes liées à la pénalisation, à la militarisation accrue, à l'instabilité politique et au rétrécissement de l'espace civique. Les participant-es ont partagé des expériences telles que le harcèlement policier, l'autorisation tacite de la violence par certain-es dirigeant-es politiques et religieux-ses, ainsi que les réponses

communautaires mises en place, notamment à travers des systèmes d'alerte rapide et des stratégies de contentieux.

Parmi les pratiques jugées efficaces figuraient le recours à des contentieux stratégiques à impact, l'intégration d'un accompagnement juridique et psychosocial, la formation des professionnel·les de santé et des forces de l'ordre, la création de réseaux d'avocat·es et de parajuristes, ainsi que le renforcement des mécanismes d'intervention rapide. Les délégué·es ont également insisté sur l'importance des campagnes de sensibilisation en langues locales et des actions de solidarité transfrontalière. Une leçon majeure, tirée de l'expérience ghanéenne, a souligné que l'engagement avec la police requiert des efforts soutenus et une stratégie claire, toutes les approches ne produisant pas nécessairement l'impact escompté.

CAMPAGNES DE
SENSIBILISATION
EN LANGUES

CONTENTIEUX
STRATEGIQUES
A IMPACT

FORMATION DES
PROFESSIONNEL·LES
DE SANTE

CREATION DE
RESEAUX

ACCOMPAGNEMENT
JURIDIQUE ET
PSYCHOSOCIAL

MILITARISATION
ACCREE

L'INSTABILITE
POLITIQUE

RETRECISSEMENT
DE L'ESPACE
CIVIQUE

PENALISATION

HARCELEMENT
POLICIER



Cartographie régionale : Besoins, partenaires et orientations stratégiques

Cartographie des luttes et des défis

Dans le cadre de la réflexion menée sur l'état du mouvement lors de la première journée, les participant-es ont été réparti-es en trois groupes afin de recenser collectivement les luttes et les défis qui régissent leurs actions. L'exercice a été l'occasion pour les personnes présentes d'examiner de manière approfondie les réalités vécues au sein de leurs organisations et de leurs communautés, tout en s'appuyant sur les éléments déjà partagés lors de la création des fresques nationales.

Avant d'intégrer les espaces de discussion, il a été jugé essentiel d'établir un langage commun autour de cette démarche. La notion de lutte a été définie comme « une action, un combat ou un enjeu concret dans lequel les communautés et les mouvements s'impliquent pour produire du changement ». À titre d'exemple, protéger les membres des communautés queer contre les arrestations arbitraires constitue une lutte. Le défi a été présenté comme étant tout obstacle réel, structurel ou interne qui entrave ou complique la lutte. Un exemple de défi est le manque de ressources ou d'alliances pour faire face aux arrestations.

En gardant ces définitions à l'esprit, les participant-es ont été invité-es à consigner une lutte ou un défi par post-it, en apportant le plus de détails possible. Il leur a été rappelé d'éviter les généralisations et de privilégier des réalités concrètes, ancrées dans leurs contextes nationaux respectifs. L'exercice a donné naissance à une fresque murale colorée et dense, où luttes et défis ont été regroupés par thématique. Cette visualisation a mis en évidence à la fois le poids partagé des réalités vécues et les contours communs qu'épouse la résistance à l'échelle régionale.



Groupe 1

LUTTES :

- Plaidoyer et protection contre la violence et les arrestations
- Soutien en santé mentale
- Création d'espaces sûrs
- Sensibilisation/éducation aux droits
- Promotion des arts queer et des concepts et perspectives autochtones

DÉFIS :

- Faiblesse des structures organisationnelles
- Ressources limitées
- Lois hostiles et pénalisation
- Rejet social et familial
- Désinformation et représentations erronées

Groupe 2

LUTTES :

- Protection des droits humains
- Sécurité face à l'homophobie et à la violence
- Plaidoyer et sensibilisation
- Lutte contre la désinformation
- Renforcement des organisations et des espaces sûrs

DÉFIS :

- Manque de financements durables
- Concurrence entre organisations
- Menaces sécuritaires
- Pressions sociales, culturelles et religieuses
- Accès limité à la santé, au logement, à l'emploi et à la justice

Groupe 3

LUTTES :

- Formation et renforcement des capacités (sécurité numérique, leadership, succession)
- Implication des leaders religieux et culturels
- Renforcement de la sécurité et du bien-être
- Amélioration de l'accès aux soins de santé

DÉFIS :

- Manque d'informations fiables
- Désinformation médiatique
- Exclusion au sein des espaces féministes
- Lois restrictives
- Stigmatisation religieuse et traditionnelle
- Rejet familial

Dans l'ensemble, cette cartographie a révélé des mouvements lourdement confrontés à l'oppression structurelle, mais demeurant inventifs et résolument engagés. Malgré des ressources limitées, les activistes continuent de bâtir des mécanismes de protection, de tisser des alliances, de renforcer le leadership et d'imaginer de meilleurs lendemains. Les luttes et défis communs identifiés par l'ensemble des groupes illustrent à la fois le poids qui pèse sur ces mouvements et la résilience qui les anime.

Cartographie des besoins et des priorités

Une session a été spécifiquement consacrée à l'examen des priorités stratégiques du forum. Pour chacune d'entre elles, les participant-es ont été invité-es à identifier les actions urgentes à mener (au cours des 6 à 12 mois suivants), les acquis existants sur lesquels s'appuyer et les investissements nécessaires à long terme. Cet exercice a permis de dégager un ensemble cohérent de priorités régionales, réparties en trois groupes thématiques.

Groupe 1 | Force du mouvement et bien-être des activistes

PRIORITÉS STRATÉGIQUES

- Renforcer les mouvements et les organisations communautaires
- Protéger la santé mentale, le bien-être et la sécurité des activistes

BESOINS URGENTS

- Politiques et financements axés sur le repos, la guérison et la réhabilitation
- Soutien psychosocial immédiat pour les activistes confronté-es à l'épuisement et aux traumatismes
- Renforcement des liens avec les allié-es en matière de sécurité et de protection afin d'assurer des réponses rapides

OPPORTUNITÉS ÉMERGENTES/POINTS FORTS

- Reconnaissance croissante du bien-être comme pilier de la pérennité du mouvement
- Partenaires existants susceptibles d'appuyer le financement d'initiatives visant à promouvoir la santé mentale collective
- Succès des événements portant sur le bien-être et possibilité d'étendre les pratiques de soutien par les pairs

PRIORITÉS À LONG TERME

- Financement de base pérenne dédié aux soins et au bien-être
- Investissements durables dans les infrastructures de sécurité numérique et physique
- Institutionnalisation du bien-être et de la sécurité au sein des structures du mouvement

Groupe 2 | Plaidoyer et financement durable

PRIORITÉS STRATÉGIQUES

- Plaider en faveur de réformes juridiques et politiques
- Garantir un financement durable, flexible et inclusif

BESOINS URGENTS

- Documentation systématique des cas de violations des droits humains
- Cartographie des acteur-rices du plaidoyer et des décideur-ses
- Formation des professionnel-les des médias et des législateur-rices
- Mise en place de mécanismes de veille des opportunités de financement

OPPORTUNITÉS ÉMERGENTES/POINTS FORTS

- Allié-es déjà engagé-es dans la santé, les droits humains et la société civile
- Expertise communautaire et expériences vécues comme leviers de plaidoyer
- Ouverture progressive aux approches de financement flexible et localement ancrées

PRIORITÉS À LONG TERME

- Élaboration de stratégies régionales de plaidoyer et engagement politique coordonné
- Renforcement des capacités en gestion financière et en redevabilité
- Développement d'entreprises sociales et de modèles de mobilisation des ressources nationales

Groupe 3 | Alliances régionales et changement de discours

PRIORITÉS STRATÉGIQUES

- Construire des alliances régionales solides et solidaires
- Sensibiliser, transformer les discours et faire évoluer les perceptions sociales

BESOINS URGENTS

- Ressources dédiées à la coordination et à la communication transfrontalières
- Protection juridique et mécanismes régionaux de réponse rapide
- Soutien immédiat aux organisations confrontées à des réactions violentes

OPPORTUNITÉS ÉMERGENTES/POINTS FORTS

- Relations régionales existantes et luttes communes
- Apprentissage en binôme et échanges entre pair-es à l'échelle nationale
- Mobilisation des médias et pratiques de storytelling déjà éprouvées

PRIORITÉS À LONG TERME

- Mise en place de groupes de travail juridiques régionaux et de mécanismes de protection collective
- Élaboration d'un calendrier régional commun de plaidoyer
- Développement de stratégies collectives de levée de fonds
- Création d'une plateforme numérique centralisée dédiée à la documentation, à l'apprentissage et à la collaboration

Pris dans leur ensemble, ces travaux ont mis en évidence une logique commune au cœur du forum : des investissements immédiats sont nécessaires pour renforcer la protection, le bien-être et les capacités organisationnelles de base ; les avancées à court terme passeront par la consolidation du financement local, la documentation des violations et le partage de pratiques concrètes en matière de sécurité et de soutien aux familles ; enfin, l'impact durable reposera sur la mise en place de structures régionales solides — juridiques, financières et médiatiques — pouvant être portées collectivement par les différents pays.





Art, joie et travail de libération : l'expression créative comme outil de renforcement du mouvement

Tout au long du forum, l'ISDAO a volontairement placé l'art et l'expression de la joie au cœur du travail politique. Les activistes et les organisations issu-es des mouvements queer, de droits humains et intersectionnels portent souvent une lourde charge émotionnelle, issue à la fois de leurs propres luttes et de celles des communautés qu'ils accompagnent. Le forum a cherché à rompre avec cette dynamique en faisant de la place pour des moments d'évacuation, de créativité et de joie partagée. La rencontre s'est ouverte sur une « Battle of the Vibes », durant laquelle chaque délégation nationale a présenté des sonorités, une danse ou une chanson incarnant l'esprit de son pays. Très vite, la salle s'est muée en piste de danse et la délégation ayant réussi à faire danser le plus de participant-es a été déclarée victorieuse, même si la réelle victoire a été celle de la joie, une des stratégies de résilience les plus puissantes. En plus de ces moments ludiques, les participant-es ont pris part à des activités de création artistique collectives, en produisant notamment des fresques murales. À travers les couleurs, les symboles et les images partagées, iels ont donné forme aux réalités et aux aspirations de leurs mouvements. Ces rituels créatifs et joyeux se sont imposés comme de véritables actes de libération, prouvant que, même dans la lutte, il est possible de se faire plaisir, de rêver et de célébrer la vie.

Au-delà du forum :

Construire un mouvement régional durable

À l'approche de la clôture du forum, les participant-es se sont résolument tourné-es vers l'avenir : comment préserver la dynamique née de cette rencontre, maintenir les liens au-delà des frontières et faire en sorte que les idées, les relations et les stratégies issues de cette rencontre à Lagos continuent d'influencer l'écosystème organisationnel régional ? L'enjeu était clair : contribuer à la construction d'une région solidaire, et non d'une simple juxtaposition de mouvements nationaux.

Cette réflexion s'est articulée autour de deux questions directrices :

1. **Comment poursuivre la collaboration après le forum ?**
2. **Comment partager ce qui a été vécu ici avec ceux qui n'ont pas pu y participer ?**

Réparti-es en groupes, les participant-es ont été invité-es à proposer une activité collaborative et un mécanisme de restitution post-forum susceptibles d'être adoptés comme engagements collectifs. L'accent a été mis sur le pragmatisme et la pérennité : les propositions devaient être peu coûteuses, accessibles à tou-ttes, et capables de renforcer durablement les liens régionaux. À l'aide d'un outil de vote en ligne et en direct, l'assemblée a retenu deux actions prioritaires.

01 | La première consiste en une initiative collaborative :

La création d'une plateforme de communication sur WhatsApp ou Signal reliant les participant-es au forum, avec la possibilité d'y intégrer d'autres organisations de la région. Cet espace est conçu pour servir de réseau vivant, destiné à faciliter la circulation de l'information, le partage d'opportunités, la coordination de l'entraide et le maintien de l'esprit de solidarité forgé pendant le forum.

02 | La seconde est un dispositif de suivi post-forum :

L'organisation d'un webinaire régional permettant aux participant-es de se retrouver, de faire le point sur les avancées, d'échanger des actualités et d'affiner les axes de collaboration. Ce rendez-vous virtuel offrira un format accessible pour entretenir la dynamique, renforcer la responsabilité collective et prolonger le processus d'apprentissage amorcé à Lagos.

Bien que ces engagements aient été pensés pour comporter le moindre coût possible et être simples à mettre en œuvre, l'ISDAO apportera un appui technique si nécessaire, notamment pour le suivi des avancées et l'existence continuelle de ces espaces. D'autres idées ont également émergé, telles que des campagnes en ligne, des projets collaboratifs de mini-documentaires, des évaluations semestrielles entre pairs ou encore des bulletins d'information régionaux, qui pourraient venir compléter ces initiatives à mesure que le mouvement consolide son infrastructure régionale.

Pris ensemble, ces engagements traduisent une ambition partagée : dépasser le cadre d'un événement ponctuel pour faire émerger un mouvement régional durable, connecté, communicant et résolument engagé dans l'apprentissage mutuel.

Conclusion

Le forum régional des partenaires s'est achevé sur un sentiment renouvelé de clarté, de cohésion et de détermination collective. Pendant trois jours, les participant-es ont identifié les défis majeurs auxquels le mouvement est confronté, partagé des stratégies éprouvées et défini un ensemble cohérent de priorités régionales pour orienter la prochaine phase de leurs actions.

Les engagements, pris pour maintenir le dialogue, approfondir la collaboration, renforcer la redevabilité et construire un mouvement dépassant les frontières, marquent l'émergence d'un écosystème régional plus intentionnel. L'ISDAO continuera d'accompagner ses partenaires afin que ces engagements se traduisent en actions concrètes.

Même si le chemin à parcourir reste compliqué, le forum a quant à lui confirmé une vérité élémentaire : plus nous cherchons à construire ensemble, plus nous serons fort-es.



